

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Histoire. Bloc soviétique, URSS, Empire russe > Révolution russe (Russie) > **Introduction à l'ouvrage : « Les travailleurs de Petrograd dans la (...)**

Introduction à l'ouvrage : « Les travailleurs de Petrograd dans la Révolution russe (1917-1918) »

vendredi 1er décembre 2017, par [MANDEL David](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2017).

David Mandel : *Les travailleurs de Petrograd dans la Révolution russe (1917-1918)*. Une coédition M éditeur (Québec), Page2 (Suisse), Syllepse (Paris) 2017, 568 pages, 25 euros.

Peu d'événements historiques soulèvent autant de passions politiques que les révolutions. Et en affirmant que les événements de Russie en 1917 représentaient bel et bien une révolution prolétarienne, on provoque inévitablement la controverse, cette qualification ayant été reléguée par certains historiens au « domaine de la mythologie révolutionnaire [1] ». Mais la présente étude du mouvement des ouvriers de Petrograd, qui ont constitué la force à la base de cette révolution, conclut que la révolution russe a bel et bien été, dans les faits, une révolution ouvrière.

Bien entendu, un événement aussi complexe et aux si multiples facettes ne peut pas se réduire à un seul aspect. Les révolutions de 1917 ont aussi été, entre autres choses, une mutinerie de soldats, une révolte paysanne, un mouvement de libération des minorités nationales. De plus, le renversement de la monarchie en février 1917 a été facilité par le *krizis verkhov*, c'est-à-dire le mécontentement des classes possédantes. Cette défection, qui a atteint son comble à la fin de 1916, touchait même les membres les plus conservateurs des classes dominantes (réunis dans la Noblesse unie [2]) ainsi que des secteurs significatifs de la bureaucratie d'État et de l'élite militaire. Ces groupes sociaux privilégiés ne souhaitaient évidemment pas une révolution populaire. Mais quand celle-ci a éclaté, ils n'étaient plus prêts à se battre pour sauver un régime tsariste profondément discrédité.

Néanmoins, malgré toutes ces autres dimensions de la révolution, les ouvriers ont constitué la force principale, le moteur de l'action dans la lutte politique pour le pouvoir ; lutte qui a culminé en octobre 1917 avec la prise du pouvoir par les soviets. Les ouvriers ont doté le mouvement révolutionnaire d'une direction politique claire, d'une organisation, et d'une grande part de ses participants actifs, dans une proportion sans rapport avec leur poids dans la société.

L'objectif de ce livre est d'offrir un compte rendu cohérent ainsi qu'une analyse de l'évolution des attitudes, opinions et actions des ouvriers industriels de Petrograd, en 1917 et dans la première moitié de 1918, par rapport aux enjeux principaux de la révolution : la guerre, l'organisation de l'économie, et la question qui englobait toutes les autres – celle du pouvoir politique.

Les historiens de la révolution russe ont trop souvent cantonné les ouvriers aux marges de leurs récits. Et quand les ouvriers sont évoqués, on les a souvent dépeints comme une force primitive et anarchique, que les bolcheviks – considérés comme les véritables instigateurs et vainqueurs d'Octobre – auraient été capables d'instrumentaliser et de manipuler à leur gré. Cette version des faits a notamment été répandue par les mencheviks, après leur défaite d'Octobre : les ouvriers

conscientisés des villes, expliquaient-ils, avaient été rendus minoritaires par l'arrivée massive de paysans engagés dans l'industrie pour l'effort de guerre. Ces derniers n'auraient été qu'une *stikhia*, une force primitive, élémentaire, désorientée et politiquement illettrée, qui a couvert la voix des ouvriers plus disciplinés et dotés d'une conscience de classe. Une approche similaire se retrouve parfois dans l'analyse sociologique des révolutions, où l'on présente la participation populaire aux révolutions comme un comportement irrationnel, guère différent, en fait, de celui des déments et des criminels [3].

On l'imagine bien, les historiens soviétiques ne partageaient pas cette approche. Par contre, ils étaient obligés de valoriser le « rôle dirigeant du parti ». Par conséquent, leurs analyses tendaient aussi, d'une certaine manière, à réduire les ouvriers au rôle d'instruments, non pas de leurs instincts primaires ou d'une propagande démagogique, mais du « rôle dirigeant » du parti. La radicalisation des ouvriers tout au long de 1917 a souvent été présentée comme un processus linéaire, au cours duquel les masses encadrées par le parti sont parvenues à surmonter leurs illusions et leurs erreurs de départ. Par exemple, la ferme adhésion des ouvriers au double pouvoir et aux socialistes modérés, dans les premiers mois de 1917, était présentée comme le produit d'une « vague petite-bourgeoise » qui aurait déferlé sur la classe ouvrière pendant la guerre (réminiscence curieuse de l'argument avancé par les mencheviks pour expliquer la radicalisation des ouvriers fin 1917) [4]. La possibilité que l'appui initial des ouvriers au double pouvoir ait pu être le résultat d'une prise de position rationnelle, du point de vue des ouvriers, dans les premiers mois de la révolution, n'a pas été envisagée sérieusement.

La documentation historique disponible au moment où j'ai entrepris cette étude, il y a plus de trente ans, m'avait déjà amené à conclure que la participation des ouvriers dans la révolution s'explique mieux par une série de choix fondamentalement rationnels plutôt que comme le produit d'impulsions primaires ou le résultat d'une propagande démagogique. Les documents historiques qui ont été rendus accessibles depuis lors n'ont fait que renforcer ma conviction de départ. La présente édition reproduit l'étude originale avec des modifications relativement mineures, exception faite des derniers chapitres qui couvrent les mois après Octobre ; ceux-ci ont été augmentés pour y inclure de nouvelles sources. Mais l'analyse et l'interprétation de fond n'ont pas été modifiées de façon substantielle.

Je défends l'idée que l'énorme appui dont les bolcheviks ont bénéficié en octobre 1917 reposait sur une compréhension rationnelle de leurs intérêts par les ouvriers, dans le contexte politique et économique d'alors. En réclamant que les soviets prennent le pouvoir, les ouvriers n'étaient pas motivés par la promesse irresponsable d'un paradis socialiste à portée de main. (La perspective de voir des révolutions se déclencher à l'Ouest a galvanisé leur espoir que la révolution d'Octobre puisse être couronnée de succès ; mais ce ne fut pas leur premier facteur de motivation.) Et les bolcheviks ne faisaient d'ailleurs pas de telles promesses extravagantes. Bien plutôt, ils présentaient le pouvoir des soviets comme la seule alternative à une contre-révolution. Et si les ouvriers ont adhéré à cette analyse, c'est parce qu'elle correspondait à la réalité qu'ils vivaient.

Leur radicalisation tout au long de 1917 a largement été une réaction défensive à la menace que les classes possédantes ont fait peser sur la révolution bourgeoise-démocratique de février. Lors de cette première révolution de 1917, les principaux objectifs des ouvriers avaient été l'institution d'une république démocratique, la mise en œuvre d'une politique volontariste de paix démocratique, l'introduction de la journée de huit heures, et la réforme agraire. La radicalisation de leurs objectifs au cours des mois suivants, qui allaient inclure le contrôle ouvrier dans les usines, la régulation de l'économie nationale par l'État, et le transfert du pouvoir politique aux soviets, s'est faite en réponse aux difficultés qu'ils ont rencontrées. Au bout du compte, il leur est apparu que la défense de la révolution, qu'ils concevaient alors encore largement en des termes bourgeois-démocratiques, nécessitait la fin de toute participation des classes possédantes au pouvoir politique. D'où le soutien

massif des ouvriers au transfert du pouvoir aux soviets, ce qui signifiait la formation d'un gouvernement exclusivement composé de représentants des ouvriers et des paysans.

Cela dit, en octobre la plupart des ouvriers ne se sont pas jetés dans la bataille. La majorité d'entre eux ont adopté une attitude prudente, attentiste, préférant laisser l'initiative à d'autres. Car ils comprenaient très bien ce que le transfert du pouvoir aux soviets signifiait : eux qui avaient passé toute leur vie à exécuter les ordres « des autres », allaient désormais devoir assumer la responsabilité de gérer l'État et l'économie. De plus, ils allaient devoir faire face à l'opposition active, et sans aucun doute armée, des classes possédantes, qui bénéficiaient aussi du soutien de la grande majorité des personnes instruites, de l'intelligentsia. C'est pourquoi l'initiative de la révolution d'Octobre est revenue à la faction la plus déterminée de la classe ouvrière, c'est-à-dire aux membres du Parti bolchevique et aux ouvriers qui en étaient proches. Il s'agissait là d'ouvriers dont la conscience de classe, dont le sentiment de dignité personnelle et de dignité de classe, dont l'aspiration à l'indépendance vis-à-vis des classes possédantes avaient été façonnés au cours d'années de luttes intenses contre l'autocratie et les industriels.

Mais les autres ouvriers, presque à l'unanimité, ont approuvé leur initiative. Et la plupart continuaient à soutenir le pouvoir soviétique au printemps 1918, malgré la sérieuse détérioration de leur situation matérielle et les premières mesures coercitives contre les manifestations d'opposition que le gouvernement soviétique avait mises en place ; gouvernement dont les bolcheviks étaient alors devenus le parti unique (les SR de gauche l'ayant quitté en guise de protestation contre le traité de Brest-Litovsk). L'alternative au pouvoir soviétique que les mencheviks et les socialistes révolutionnaires (SR) proposaient - un gouvernement « de tout le peuple », issu de l'Assemblée constituante, un gouvernement qui selon eux aurait permis d'éviter la guerre civile - était sans aucun doute tentante. Mais la plupart des ouvriers n'ont pas jugé cette option réaliste. Ils envisageaient les choses de la même façon que les bolcheviks : soit le pouvoir soviétique et une guerre civile imposée par les classes possédantes, soit une contre-révolution victorieuse.

Il s'ensuit de ce qui précède que le comportement politique des ouvriers, dans la période couverte par cette étude, devient intelligible lorsqu'il s'inscrit dans le cadre de l'évolution des relations entre les principales classes de la société russe. C'est pourquoi l'évolution de ces relations est à la base de la périodisation de cette étude.

Les semaines qui séparent la révolution de Février de la crise d'avril ont représenté la « lune de miel » de la révolution, quand a prévalu un certain sentiment d'unité nationale. Mais même si la « société censitaire » (les classes possédantes) s'était finalement ralliée à la révolution, les ouvriers, du moins ceux qui n'avaient pas rejoint récemment l'industrie, n'avaient pas oublié la longue histoire de refus intraitables de la bourgeoisie face à leurs aspirations sociales et politiques. D'où l'appui somme toute conditionnel du Soviet au gouvernement libéral et l'établissement d'un « double pouvoir », considéré par les ouvriers comme un « contrôle » sur le gouvernement.

Dans les semaines qui vont de la crise d'avril aux Journées de juillet, la vieille polarisation entre les classes a fait voler en miettes le mince vernis d'unité nationale. La majorité des ouvriers de la capitale en sont venus à suspecter les employeurs de préparer un lock-out déguisé, de saboter la production avec pour objectif de créer un chômage massif et d'ainsi affaiblir le mouvement ouvrier. La décision du gouvernement de poursuivre la guerre impérialiste, avec le lancement d'une nouvelle offensive en juin, a été perçue par les ouvriers comme une trahison de la révolution. Et pendant ce temps, la presse bourgeoise et les porte-parole politiques des classes possédantes se sont mis à dénoncer publiquement, et avec de plus en plus de véhémence, l'influence pernicieuse des soviets sur le gouvernement. Une majorité des ouvriers en sont donc arrivés à la conclusion que le double pouvoir ne fonctionnait pas et que les soviets devaient directement assumer le pouvoir. La revendication du transfert du pouvoir aux soviets signifiait ni plus ni moins l'établissement d'une

« dictature démocratique » des ouvriers et des paysans et l'exclusion des classes possédantes de toute influence politique.

Mais les choses ont empiré lors des Journées de juillet, quand les mencheviks et les SR - les socialistes modérés qui contrôlaient alors le Comité exécutif central des soviets (le TsIK) et qui participaient depuis mai à une coalition gouvernementale avec les libéraux - ont appuyé les mesures de répression contre les ouvriers et les autres partis de gauche. D'un coup, les ouvriers ont pris conscience de leur isolement face à une alliance des classes possédantes avec la plus grande partie de la « démocratie révolutionnaire » (les classes laborieuses), qui soutenait le TsIK : la grande majorité de la paysannerie et de l'intelligentsia, ainsi que la plupart des ouvriers et des soldats hors de la capitale. La situation politique semblait dans une impasse, puisque les ouvriers, partisans du pouvoir des soviets, ne pouvaient plus aller de l'avant sans provoquer une guerre civile dans les rangs même des classes populaires (ce qu'on appelait à l'époque « la démocratie révolutionnaire »). Les soviets, qui avaient été considérés jusqu'alors comme les véhicules de la réalisation des aspirations des ouvriers, apparaissaient soudainement comme un obstacle. Cependant l'attachement des ouvriers aux soviets restait fort et ils refusaient la position de Lénine, qui avait appelé (à ce moment-là) à ne plus les considérer comme des organes potentiels de pouvoir.

Dès septembre 1917, les bolcheviks ont obtenu la majorité dans les soviets des principaux centres urbains et des principales garnisons. Aussi la crainte de l'isolement s'est-elle estompée, même si elle n'a pas quitté les ouvriers. La désillusion des paysans face aux SR, leur véhicule politique traditionnel, était très loin d'être généralisée. Quant à l'intelligentsia, elle était clairement hostile à l'idée de voir les classes possédantes exclues de toute représentation au pouvoir. Ces diverses inquiétudes, auxquelles s'ajoutait la crise économique croissante, faisaient hésiter les ouvriers.

C'est donc à ce moment-là que l'initiative est revenue au Parti bolchevique. Celui-ci comptait dans ses rangs les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière. La classe ouvrière de Petrograd fut presque unanime à saluer l'insurrection d'octobre et la formation d'un gouvernement soviétique. Mais la plupart des ouvriers, y compris les bolcheviks, espéraient que ce Rubicon une fois franchi, il allait être possible de restaurer l'unité de la démocratie révolutionnaire. Dans leur grande majorité, ils étaient en faveur de négociations en vue de former un gouvernement de coalition avec tous les partis socialistes. Mais lorsqu'il devint clair que les mencheviks et les SR (les socialistes modérés) n'entreraient pas dans un gouvernement seulement responsable devant les soviets, et que ces partis ont continué à insister pour inclure, d'une façon ou d'une autre, des représentants des classes possédantes dans l'exercice du pouvoir, l'appui des ouvriers à une coalition a fondu. En parallèle, la crainte des ouvriers de se retrouver isolés s'est apaisée suite à la décision des SR de gauche de faire coalition avec les bolcheviks, et suite à la fusion quelques semaines plus tard du TsIK des paysans et de celui des ouvriers et des soldats.

Le fort attachement des ouvriers au pouvoir soviétique a également déterminé leur attitude paradoxale face à l'Assemblée constituante, qui s'est brièvement réunie le 9 janvier 1918. Aux yeux des ouvriers, la seule fonction de cette Assemblée, élue par toutes les classes de la société russe, était d'accorder une légitimité nationale au pouvoir des soviets, une dictature des classes laborieuses excluant la bourgeoisie et l'aristocratie. Quand il fut clair, au vu des résultats électoraux, que l'Assemblée constituante n'appuierait pas le pouvoir soviétique, la plupart des ouvriers s'en sont désintéressés. Tous les témoignages s'accordent sur le fait qu'ils ont peu participé aux manifestations contre la dissolution de l'Assemblée. Et en dépit des sévères difficultés économiques des mois suivants, la plupart des ouvriers sont restés convaincus que le pouvoir des soviets constituait la seule véritable alternative à la contre-révolution. La sanglante répression qui a suivi l'échec de la révolution de 1905-1906, et les répressions beaucoup plus récentes suite à la défaite des forces révolutionnaires en Ukraine et en Finlande au début 1918 ne laissaient aucune ambiguïté dans leur esprit quant à ce qui les attendait si la contre-révolution l'emportait.

En écrivant ce livre, j'ai cherché autant que possible à m'appuyer sur des sources émanant des ouvriers, afin de les laisser s'exprimer par eux-mêmes. J'espère, de cette façon, avoir donné plus de force à ma thèse selon laquelle les ouvriers étaient des acteurs politiques « conscients », et que la classe ouvrière dans son ensemble a été la force centrale de la révolution, qui lui a donné son impulsion. De ce point de vue, mes sources les plus riches sont évidemment les déclarations d'ouvriers qui figurent dans les comptes rendus et procès-verbaux d'assemblées, de réunions et de conférences, les courriers des lecteurs publiés dans la presse, les reportages et les mémoires personnels.

Avec les déclarations de délégués que l'on trouve dans les divers comptes rendus, comme avec les lettres d'ouvriers publiées dans la presse, on a le point de vue des ouvriers les mieux instruits et les plus engagés politiquement. Ils étaient cependant en contact étroit avec les grandes masses des usines. Certaines lettres étaient écrites collectivement et votées dans les assemblées. A. Bouzinov, un ouvrier de Petrograd et membre du parti SR, a décrit en ces termes la relation entre les ouvriers agitateurs, militants engagés dans l'action politique, et les « masses » des usines, dans les années précédant la révolution :

L'agitateur « formé sur le tas » disait ce qui était dans la tête de chacun, ce que les autres, les ouvriers moins développés, avaient du mal à exprimer par des mots. Après chacune de ses phrases, les ouvriers ne pouvaient que s'exclamer : C'est cela ! C'est exactement ce que je voulais dire [5] !

Les élections aux comités d'usine, au Soviet central et aux soviets d'arrondissements, aux dumas municipales et d'arrondissements, aux exécutifs syndicaux et à l'Assemblée constituante sont une autre source importante d'informations sur les opinions politiques des ouvriers.

Les résolutions adoptées par les assemblées d'usine constituent une source particulièrement abondante d'informations pour la période étudiée dans ce livre. Le fait qu'une partie de ces résolutions reprenaient souvent la phraséologie des partis politiques limite leur valeur en tant qu'expression originale des ouvriers. Mais certains facteurs doivent être pris en compte. D'abord, cette époque était marquée par une grande liberté politique, et la majeure partie des ouvriers manifestaient un intérêt très vif pour la vie publique. Une assemblée d'usine commençait typiquement par un rapport sur la « conjoncture » ou sur un problème spécifique aux ouvriers de l'usine. Ce rapport était en général présenté par un délégué de l'usine au Soviet ou par un membre du comité d'usine, mais parfois aussi par le porte-parole d'un parti venu de l'extérieur de l'entreprise. Ensuite, d'autres points de vue pouvaient être présentés par des militants d'autres partis, par d'autres ouvriers de l'usine ou d'ailleurs. S'ensuivait une discussion générale. Les comptes rendus qualifient souvent ces discussions de « longues », voire de « houleuses ». Les secrétaires d'assemblées en notaient rarement les détails. Mais on peut raisonnablement supposer que l'ensemble des exposés et des débats permettait aux ouvriers de se faire une idée assez claire des enjeux et des positions en présence. À la fin du débat les partis présentaient chacun leurs résolutions, et celles qui étaient adoptées étaient envoyées au Soviet et aux journaux.

Beaucoup de résolutions étaient de toute évidence rédigées sur place, même si elles reflétaient les positions des partis. Elles étaient parfois amendées par l'assemblée. Dans certain cas, les résolutions venaient de l'assemblée elle-même. En somme, même si le style des résolutions était souvent littéraire, cela ne signifie pas pour autant qu'elles n'exprimaient pas le point de vue de la base ouvrière. On doit garder à l'esprit que les relations entre les meneurs et la base étaient loin d'être à sens unique. Les ouvriers révoquaient souvent leurs délégués aux soviets et aux comités d'usine. Les représentants locaux devaient non seulement tenir compte de l'humeur de leur base, mais ils la partageaient souvent, même si cela devait les mettre en conflit avec la position de leur parti. Au début des Journées de juillet, les militants bolcheviques ont ignoré la position du parti et ont mené les ouvriers à manifester. Dans les semaines qui ont suivi, de nombreux ouvriers bolcheviques ont

refusé d'abandonner la revendication du pouvoir aux soviets, bien que la direction du parti ait décidé de la mettre en veilleuse. Et dans les journées qui ont suivi la révolution d'Octobre, les mencheviks-internationalistes se sont plaints que les ouvriers, qui soutenaient leur appel à la formation d'un gouvernement socialiste de coalition, exigeaient en même temps que ce gouvernement soit uniquement redevable devant les soviets, position que les mencheviks-internationalistes rejetaient catégoriquement.

Il faut aussi noter que les résolutions adoptées dans les assemblées d'usine étaient prises très au sérieux par les observateurs de l'époque, comme une véritable expression des positions de la base ouvrière. En 1918, le menchevik A. L. Popov a publié tout un livre sur l'attitude des ouvriers face à la question du pouvoir, et son analyse se base uniquement sur des résolutions d'assemblées ouvrières [6].

Une autre source importante d'informations sur les opinions des ouvriers est formée des « rapports de terrain » (d'entreprises et de quartiers), régulièrement présentés dans les conférences ouvrières et les réunions de partis. Enfin, les articles de presse, certains rédigés par des ouvriers eux-mêmes, sont une autre source contemporaine importante.

Mis à part les sources contemporaines, il y a les récits, mémoires et autres autobiographies. Les plus intéressants ont été rédigés par des ouvriers, souvent très peu de temps après les événements. Parmi les mémoires écrits par des non-ouvriers, ceux de N. N. Soukhanov, un rédacteur du journal menchevique-internationaliste *Novaïa zhizn'*, sont sans doute les plus perspicaces, bien qu'il ait été plus familier des cercles politiques dirigeants plutôt que de la base ouvrière.

À la fin des années 1920, sous le patronage de Maxime Gorki, une série d'histoires d'usines furent commandées. Cette série, rapidement suspendue, a été reprise à la fin des années 1950. Ces œuvres, basées sur des archives et des mémoires d'époque, sont d'une valeur très inégale. Mais quand on les utilise en complément d'autres sources, elles peuvent contenir des informations utiles.

Je suis bien conscient de la nature souvent partisane des sources utilisées dans ce livre. C'est un problème qui se pose, évidemment, à tout sociologue ou tout historien. Mais c'est d'autant plus vrai quand le sujet d'étude est une révolution qui a si profondément divisé la société russe et même, en fait, le monde entier. J'ai tenté de rendre compte de cela, en soulignant les biais des sources que je cite. Sur les questions majeures, je ne me suis pas limité à un seul type de source.

Je n'ai pas entrepris de démontrer une théorie, je n'ai pas sélectionné des éléments de preuve en vue de soutenir un parti pris. Mon objectif en entamant cette étude était d'éclairer la nature de la participation des ouvriers dans la révolution. J'ai cherché à le faire sur la base de toutes les sources qui m'ont été accessibles. Bien sûr, il est impossible d'écrire sur des événements historiques importants, et en particulier sur un événement aussi controversé que la Révolution russe, sans avoir son propre point de vue. Je n'ai pas cherché à dissimuler ma sympathie pour les ouvriers et pour leur combat. Malgré tout, j'ai pris en considération toutes les données à ma disposition. Un livre qui utilise les termes « prolétaire » et « capitaliste » n'est pas nécessairement moins scientifique qu'un autre qui préfère les termes d'« ouvriers » et d'« entrepreneurs », même si le premier peut violer les normes douteuses de la science sociale positiviste.

David Mandel

P.-S.

* Avec l'aimable autorisation des Editions Syllepse :

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2017/10/03/introduction-de-david-mandel-a-son-ouvrage-les-travailleurs-de-petrograd-dans-la-revolution-russe-1917-1918/>

Notes

[1] Voir, par exemple, J. Keep, *The Russian Revolution*, New York, W. W. Norton and Co., 1976, p. xiv.

[2] Organisation de l'aristocratie russe, composée de grands propriétaires terriens, qui apparaît en 1905.

[3] Voir, par exemple, C. Johnson, *Revolutionary Change*, Boston, Little Brown and Co., 1966, p. 152.

[4] Voir, par exemple, G. L. Sobolev, *Revolioutsionnoe soznanie rabotchikh i soldat Petrograda v 1917 g. Period dvoevlastia*, M.-L., 1973, p. 182.

[5] A. Bouzinov, *Za Nevskoi zastavoi*, M.-L. 1930, p. 103.

[6] A. L. Popov, *Oktiabr'ski perevorot*, Petrograd, 1918.